

**Art. 34.** Dit besluit treedt in werking de dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 35.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juli 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed  
en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204969]

**19 JUILLET 2018. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole**

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, D.243, D.245 et D.246;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole, les articles 28, alinéa 2, 41, 43, 44, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 45, 46, 58, § 3, alinéa 2, et 61;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 mars 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mars 2018;

Vu le rapport du 22 mars 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 22 mars 2018;

Vu l'avis n° 63.496/4 du Conseil d'État, donné le 12 juin 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis d'Inter-Environnement Wallonie sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole ainsi que son arrêté ministériel, donné le 14 juin 2018;

Considérant que l'aide complémentaire à l'investissement dans la transformation et commercialisation des produits agricoles ou le développement de produits agricoles constitue une aide d'Etat exemptée en application du règlement n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au Journal officiel de l'Union européenne J.O.U.E., L.193, 1<sup>er</sup> juillet 2014, p. 1,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« En cas d'application de l'article 92, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, le nombre de points attribués en vertu de l'alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, est le nombre maximum possible. ».

**Art. 2.** Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre IV est remplacé par ce qui suit :

« Aides à l'investissement et aides à la transformation et à la commercialisation pour les SCTC ».

**Art. 3.** L'article 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 12. § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 41 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, pour une SCTC, les investissements admissibles sont :

- 1° l'achat de matériel neuf nécessaire à la transformation ou à la commercialisation des productions des partenaires de la SCTC;
- 2° la construction, l'acquisition ou la rénovation des biens immeubles, s'ils sont utiles aux productions des partenaires de la SCTC.

Concernant le 2°, l'acquisition de bâtiment n'est pas admissible entre membres d'un même partenaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 13° et 14°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015.

§ 2. En application de l'article 41 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, pour une SCTC, les investissements non admissibles sont :

- 1° l'acquisition de terrain, de plantes annuelles, d'animaux, ainsi que le matériel d'occasion;
- 2° la location de terres, d'immeubles et de matériel;
- 3° la simple opération de remplacement;
- 4° l'irrigation, les captages d'eau et le drainage de terres agricoles;
- 5° les taxes;
- 6° les frais d'études et les honoraires d'architecte, de notaire, de réviseur, de géomètre. ».

**Art. 4.** L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 13. En application de l'article 43, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, un investissement porte sur un montant minimal de 5.000 euros pour être admissible. Le montant maximum admissible de l'investissement est de 350.000 euros.

En application de l'article 43, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, le coût maximum admissible par type d'investissement est indiqué à l'annexe 3.

En application de l'article 43, § 3, pour fixer un coût maximum admissible pour tout investissement non repris dans l'annexe 3, le demandeur fournit à l'organisme payeur trois devis. L'organisme payeur évalue le caractère raisonnable du coût de l'investissement sur base des trois devis.

Si le demandeur est dans l'impossibilité de fournir trois devis compte tenu du nombre limité de fournisseurs sur le marché, l'organisme payeur sollicite une analyse technique par un organisme d'études, de recherches ou d'expérimentations agronomiques.

Lorsque l'évaluation du coût maximum admissible de l'investissement retarde l'avancement de l'ensemble du dossier, l'organisme payeur fixe et notifie le montant d'aide octroyé pour cet investissement après la notification de l'admissibilité du dossier. ».

**Art. 5.** Dans l'article 15, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au 2°, les mots ", à l'exclusion d'un système de qualité européen relevant de l'agriculture biologique, » sont insérés entre les mots « un système de qualité européen » et les mots « ou à un système régional de qualité différenciée »;
- b) le 3° est remplacé par :  
« 3° l'exploitation est admissible à la mesure d'aide aux zones soumises à des contraintes naturelles ou spécifiques »;
- c) le 6° est complété par les mots " d'un are minimum chacune. ».

**Art. 6.** A l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots ", hors SCTC, » sont insérés entre les mots « à un même bénéficiaire » et les mots « est fixé à deux cent mille euros »;
- 2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :  
« En application de l'article 45 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, sur la période de programmation 2014-2020, le plafond pour les SCTC est fixé à 500.000 euros d'aide publique totale. ».

**Art. 7.** A l'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

- a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit :  
« 1° 10 pourcents si l'ensemble des personnes physiques n'étant pas âgées de plus de quarante ans, appartenant au partenaire et admissibles à l'aide, détiennent au minimum 25 pourcents de l'exploitation;  
2° 10 pourcents si l'investissement s'inscrit dans des filières de production soumises à un système de qualité européen ou à un système régional de qualité différenciée, à l'exclusion d'un système de qualité européen relevant de l'agriculture biologique; »;
- b) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, est inséré le 2°/1 rédigé comme suit :  
« 2°/1 10 pourcents si l'investissement s'inscrit dans des filières de production soumises à un système de qualité européen relevant de l'agriculture biologique et si l'exploitation est entièrement consacrée à la production biologique; »;
- c) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 6° est remplacé par :  
« 6° 5 pourcents si le demandeur est admissible à la mesure d'aide aux zones soumises à des contraintes naturelles ou spécifiques »;
- d) deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :  
« Concernant le 2°, l'investissement s'inscrit dans des filières de production soumises à un système de qualité européen ou à un système régional de qualité différenciée s'il est indiqué dans l'annexe 3 et reprend la lettre « Q » dans la colonne « Q hors BIO ».

Concernant le 2°/1, l'investissement s'inscrit dans des filières de production soumises à un système de qualité européen relevant de l'agriculture biologique s'il est indiqué dans l'annexe 3 et reprend la lettre "B" dans la colonne "BIO". ».

**Art. 8.** Dans l'article 19 du même arrêté, les mots « En application de l'article 44, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, ce » sont insérés entre les mots « l'investissement éligible. » et les mots « pourcentage est ».

**Art. 9.** Dans l'article 20 du même arrêté, les mots « En application de l'article 44, § 2, alinéa 2, et 46 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, ce » sont insérés entre les mots « l'investissement éligible. » et les mots « pourcentage est ».

**Art. 10.** A l'article 23, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2°, est complété par les mots « , à l'exclusion d'un système de qualité européen relevant de l'agriculture biologique, »;

2° le 3° est remplacé par :

« 3° l'exploitation est admissible à la mesure d'aide aux zones soumises à des contraintes naturelles ou spécifiques; ».

**Art. 11.** Dans l'article 24 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « En application de l'article 44, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, ce » sont insérés entre les mots « l'investissement éligible. » et les mots « pourcentage est »;

b) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° 10 pourcents si, l'ensemble des personnes physiques n'étant pas âgées de plus de quarante ans, appartenant au partenaire et admissibles à l'aide, détiennent au minimum 25 pourcents de l'exploitation; »;

c) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 10 pourcents si l'investissement s'inscrit dans des filières de production soumises à un système de qualité européen ou à un système régional de qualité différenciée, à l'exclusion d'un système de qualité européen relevant de l'agriculture biologique; »;

d) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, est inséré le 2°/1 rédigé comme suit :

« 2°/1 10 pourcents si l'investissement s'inscrit dans des filières de production soumises à un système de qualité européen relevant de l'agriculture biologique et si l'exploitation est entièrement consacrée à la production biologique; »;

e) le 3° est remplacé par : « 3° 5 pourcents si le demandeur est admissible à la mesure d'aide aux zones soumises à des contraintes naturelles ou spécifiques; ».

**Art. 12.** L'article 25 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. L'aide complémentaire à l'investissement dans la transformation et commercialisation des produits agricoles ou au développement de produits agricoles garantit le respect des dispositions des articles 3 à 10, 12, 13 et 17 du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, J.O.U.E., L.193, 1<sup>er</sup> juillet 2014, p.1. ».

**Art. 13.** A l'article 26 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° les frais généraux établis selon les dispositions de l'article 45, § 2, c), du règlement (UE) n° 1305/2013 liés aux dépenses visées aux 1°, 2° et 3° dans la limite de 12 pourcents des coûts d'investissements admissibles. »;

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un 13° rédigé comme suit :

« 13° les investissements liés à l'irrigation, aux captages d'eau et au drainage de terres agricoles. »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « à l'investissement dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles ou le développement de produits agricoles visée à l'article 49 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 » sont insérés entre les mots « de l'aide complémentaire » et les mots « accordée à un même bénéficiaire ».

**Art. 14.** Dans l'annexe 1, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le chapitre II « Critères de sélection relatifs aux aides à l'investissement », au tableau « 1° Points attribués aux critères liés à l'exploitation », la troisième ligne est remplacée par :

Partielle	4
-----------	---

2° dans le chapitre II « Critères de sélection relatifs aux aides à l'investissement », au tableau « 1° Points attribués aux critères liés à l'exploitation », la huitième ligne est remplacée par :

Exploitation admissible à la mesure d'aide aux zones soumises à des contraintes naturelles ou spécifiques	Points
---	--------

3° dans le Chapitre IV « Critères de sélection relatifs à la diversification non agricole », la troisième ligne du tableau est remplacée par :

Partielle	4
-----------	---

4° dans le Chapitre IV " Critères de sélection relatifs à la diversification non agricole ", la huitième ligne du tableau est remplacée par :

Exploitation admissible à la mesure d'aide aux zones soumises à des contraintes naturelles ou spécifiques	Points
---	--------

**Art. 15.** Dans le même arrêté, à l'annexe 2, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'intitulé du chapitre IV est remplacé par :

" Majoration pour les personnes physiques ou morales à l'exclusion des CUMA et SCTC prévu à l'article 24 ";

2° Dans le Chapitre I « Majoration pour les personnes physiques ou morales à l'exclusion des CUMA et SCTC prévu à l'article 18 », la treizième ligne est remplacée par :

Exploitation admissible à la mesure d'aide aux zones soumises à des contraintes naturelles ou spécifiques	Points
---	--------

3° Dans le Chapitre IV « Majoration pour les personnes physiques ou morales à l'exclusion des CUMA et SCTC prévu à l'article 23 », la septième ligne est remplacée par :

Exploitation admissible à la mesure d'aide aux zones soumises à des contraintes naturelles ou spécifiques	Points
---	--------

**Art. 16.** Dans le même arrêté, l'annexe 3 est remplacée par l'annexe 1<sup>re</sup> jointe au présent arrêté.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 juillet 2018.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

#### Annexe 1

Annexe 3 à l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole

Valeurs, type, description, qualité et coût maximum admissible des investissements

	Trans- port	Valeur pour les person- nes phy- siques	Valeur pour les coopéra- tives	Type	Description	Meuble — Immeu- ble	BIO	Q hors BIO	Coût maxi- mum admissible
1	X	X	X	Abreuvoir de type bac en zone non prioritaire	Bac d'au moins 1 m <sup>3</sup> , alimen- tation comprise (maximum 1 abreuvoir par tranche de 3 hectares)	M	X	X	
2	X	X	X	Abreuvoir de type bac en zone priori- taire	Bac d'au moins 1 m <sup>3</sup> , alimen- tation comprise (maximum 1 abreuvoir par tranche de 3 hectares)	M	X	X	
3	X	M	M	Accessoires	Outils complémentaires à la machine de base (télescopi- que, tracteur, désileuse,...) hors pneus, jantes et chenilles	M	X	X	12.000
4	X	M	F	Achat de bâtiments	Acquisition de la propriété, de la nue-propriété, de l'usufruit, de la soulte agricole de bâti- ments	I	X	X	197.000
5	X	F	X	Amélioration des abords	Cour, chemin, paysager subsi- diable s'il y a une imposition du permis d'urbanisme	I	X	X	37.000
6	X	H	X	Amélioration fon- cière	Création avec autorisation de captage de puits sous condi- tions de l'implantation d'un nouveau bâtiment d'élevage et à la condition qu'il n'y ait pas de conduite d'eau de dis- tribution disponible.	I	X	X	19.000

	Trans- port	Valeur pour les person- nes phy- siques	Valeur pour les coopéra- tives	Type	Description	Meuble — Immeu- ble	BIO	Q hors BIO	Coût maximum admissible
7	X	H	H	Aménagements hor- ticoles	Aménagements de bâtiments avec équipement servant au lavage, au conditionnement, au stockage avant commercia- lisation	I	B	Q	99.000
8	X	M	F	Aménagements de bâtiments	Aménagements, rénovation, modernisation de bâtiments professionnels	I	B	Q	58.000
9	X	X	X	Abreuvoir de type pompe à museau en zone non prioritaire	Pompe à museau alimentation en eau comprise (maximum 1 abreuvoir par tranche d'hec- tare)	M	X	X	
10	X	X	X	Abreuvoir de type pompe à museau en zone prioritaire	Pompe à museau, alimenta- tion en eau comprise (maxi- mum 1 abreuvoir par tranche d'hectare)	M	X	X	
11	X	M	M	Andaineur simple/double	Simple, double, frontal, arrière, porté ou trainé	M	B	Q	15.000
12	X	H	M	Aplatisseur	Pour l'alimentation du bétail	M	B	Q	5.500
13	X	X	H	Arracheuse de pomme de terre automotrice		M	X	X	350.000
14	X	M	H	Arracheuse de pomme de terre		M	X	X	130.000
15	X	M	H	Arracheuse de betteraves/chicorées		M	X	X	52.000
16	X	F	H	Arracheuse de betteraves/chicorées automotrice	Y compris intégrale	M	X	X	350.000
17	X	M	H	Remorque auto- chargeuse		M	B	Q	60.000
18	X	M	M	Bande transpor- teuse	Pour la récolte ou le stockage des marchandises	M	X	X	38.000
19	X	H	H	Constructions bâti- ments horticoles	Bâtiments avec équipement servant au lavage, au condi- tionnement, au stockage avant commercialisation	I	B	Q	100.000
20	X	M	F	Constructions bâti- ments agricoles (multifonction)	Bâtiment avec au moins 2 fina- lités (ex: Hangar de stockage avec élevage)	I	X	X	195.000
21	X	F	F	Benne/Remorque	Standard, hydraulique, mono ou multicoque, avec relevage ou sans relevage	M	X	X	34.000
22	X	H	H	Bascule mobile		M	X	X	7.500
23	T	F	M	Bétaillère	Standard ou hydraulique	M	X	X	15.000
24	X	H	H	Bineuse/Houe rotative/Désherbeur mécanique		M	B	X	24.000
25	X	M	H	Brosse/Brosse balayeuse	Pour nettoyer les abords ou la voirie (automotrice ou manuelle)	M	X	X	5.900
26	X	H	H	Butteuse	Carotte, pomme de terre, asperge	M	X	X	22.000

	Trans- port	Valeur pour les person- nes phy- siques	Valeur pour les coopé- ra- tives	Type	Description	Meuble — Immeu- ble	BIO	Q hors BIO	Coût maximum admissible
27	X	X	X	Calibreuse	ûufs, fruits et légumes Admis- sible en tant que "Aménage- ments horticoles" de la ligne 7 ou « Constructions bâtiments horticoles " de la ligne 19.	I	X	X	
28	X	M	X	Chargeur compact/Nettoyeur d'étable	Différent de raclette, articulé avec un accessoire	M	X	X	42.000
29	X	X	X	Chargeur frontal	Admissible en tant que " acces- soires " de la ligne 3.	M	X	X	
30	X	F	H	Chargeuse de betteraves/chicorées automotrice	Avaleuse de tas ou chargeuse débardeuse	M	X	X	350.000
31	X	F	M	Charrue	A disques, à socs	M	X	X	30.000
32	X	F	X	Constructions écu- ries chevaux d'éle- vage		I	X	X	100.000
33	X	H	H	Combinaison d'outils - Semoir		M	X	X	38.000
34	X	H	H	Combinaison récolte		M	X	X	94.000
35	X	X	X	Matériel de condi- tionnement	Admissible en tant que "Amé- nagements horticoles" de la ligne 7 ou « Constructions bâti- ments horticoles " 19.	M	X	X	
36	X	F	M	Container à lisier	Volume supérieur à celui d'un tonneau, permet d'alimenter plusieurs tonneaux sur place	M	X	X	35.000
37	X	H	F	Cage de contention mobile		M	X	X	16.000
38	X	H	X	Cage de contention fixe	Avec ou sans système de réglage	I	X	X	8.200
39	X	M	M	Conteneurs de récolte/Pallox	Lot	M	B	Q	25.000
40	X	M	M	Débroussailleuse	Avec chaînes, marteaux ou lames	M	X	X	17.000
41	X	M	H	Déchaumeuse	A dents, à disques, chisel (fron- tal, arrière)	M	X	X	26.000
42	X	H	H	Décompacteur	A dents	M	X	X	14.000
43	X	H	F	Dérouleuse à balle		M	X	X	9.700
44	X	H	H	Dérouleuse à film plastique et bâche	Pour les silos, les tas de bette- raves et la protection des cul- tures	M	X	X	10.000
45	X	F	F	Désherbeuse chimi- que pendulaire		M	X	X	15.000
46	X	M	X	Désileuse	Distributrice, automotrice,...	M	X	X	13.000
47	X	X	X	Désherbeuse méca- nique	Admissible en tant que « Bineuse/Houe rotative/Desherbeur mécani- que » de la ligne 24.	M	X	X	
48	X	H	H	Désherbeuse/ Défaneuse thermi- que au gaz		M	B	X	20.000
49	T	M	H	Déterreur de pdt		M	X	X	51.000

	Trans- port	Valeur pour les person- nes phy- siques	Valeur pour les coopéra- tives	Type	Description	Meuble — Immeu- ble	BIO	Q hors BIO	Coût maximum admissible
50	X	X	X	Diversification non agricole/Prestation de service	Box pour chevaux avec prestation de service	I	X	X	
51	X	M	M	Ebouseuse		M	X	X	7.500
52	X	H	H	Ecimeuse		M	B	X	23.000
53	X	F	M	Effeuilleuse	Pour les betteraves	M	X	X	34.000
54	X	M	H	Emballieuse/ Enrubanneuse		M	X	X	17.000
55	X	H	X	Energie renouvelable professionnelle	Biometh 10, Biométhanisation < 10kW, Photovoltaïque, Eolien,... Pour l'autoconsommation	I	X	X	100.000
56	X	X	X	Energie renouvelable professionnelle et excédentaire	Les installations avec revente de l'énergie ne sont pas admissibles	I	X	X	
57	X	F	H	Ensileuse automotrice		M	X	X	350.000
58	X	F	F	Ensileuse		M	X	X	55.000
59	X	M	H	Matériel entretien cultures horticoles	Sécateur, élévateur, nacelle,...	M	B	X	10.000
60	X	F	M	Epandeur à fumier		M	B	Q	29.000
61	X	F	F	Epandeur à engrais/ Distributeur d'engrais		M	X	X	16.000
62	X	F	M	Eparpilleur de silo		M	X	X	15.000
63	X	H	X	Equipement étables bovins	Elevage, engraissements, laits, mixte	I	B	X	75.000
64	X	F	X	Equipement écurie chevaux d'élevage		I	X	X	50.000
65	X	M	X	Equipement étables petit élevage	Tout hors bovins, porcs, chevaux et leurs dérivés	I	B	Q	82.000
66	X	M	X	Equipement porcheries	Elevage ou engraissement	I	B	Q	150.000
67	X	H	X	Equipement serres		I	B	X	175.000
68	X	H	X	Constructions étables bovins	Elevage, engraissements, laits, mixte	I	B	X	350.000
69	X	X	X	Etiqueteuse	Admissible en tant que "Aménagements horticoles" de la ligne 7 ou « Constructions bâtiments horticoles " 19.	I	X	X	
70	X	M	M	Faneuse/Pirouette		M	B	Q	13.000
71	X	M	M	Faucheuse frontale/latérale	Avec couteaux, lames ou disques	M	X	X	13.000
72	X	M	H	Faucheuse conditionneuse	Avec couteaux, lames ou disques	M	X	X	16.000
73	X	F	H	Faucheuse conditionneuse automotrice	Avec couteaux, lames ou disques	M	X	X	350.000
74	X	M	M	Faucheuse de refus/ Girobroyeur	Avec couteaux, lames ou disques	M	B	X	10.000

	Trans- port	Valeur pour les person- nes phy- siques	Valeur pour les coopéra- tives	Type	Description	Meuble — Immeu- ble	BIO	Q hors BIO	Coût maximum admissible
75	X	X	X	Matériel de fertiga- tion	Admissible en tant que "Amé- nagements horticoles" de la ligne 7 ou « Constructions bâti- ments horticoles " 19.	I	X	X	
76	T	H	H	Construction frigo	Chambre froide/hall de stoc- kage climatisé	I	X	X	200.000
77	X	H	H	Hall de séchage	Hall de séchage pour foin, céréales,...	I	B	Q	260.000
78	X	F	X	Tourisme à la ferme		I	X	X	200.000
79	X	H	H	GPS/Système d'autoguidage/ Agriculture de pré- cision		M	B	X	24.000
80	X	X	X	Grue	Chargement betteraves, fumier,...	M	X	X	
81	X	F	F	Hangar de stockage et remise matériel		I	X	X	161.000
82	X	H	H	Herse étrille		M	B	X	11.000
83	X	M	H	Herse rotative/ alternative	Y compris fraise	M	X	X	17.000
84	X	M	H	Herse	Vibroculteur, à peigne, herse non-animée (Portée ou fron- tale)	M	X	X	12.000
85	X	X	X	1 <sup>ère</sup> installation : achat de bétail (regarnissage)	Achat de bétail sur facture lors des 12 premiers mois		X	X	
86	X	X	X	1 <sup>ère</sup> installation : achat de matériel (regarnissage)	Achat de matériel neuf sur facture lors des 12 premiers mois		X	X	
87	X	F	F	Immobilier		I	X	X	350.000
88	X	M	M	Matériel électronique/ informatique profes- sionnel	Caméra, DAC,...	M	X	X	8.500
89	X	X	X	2 <sup>ème</sup> phase d'instal- lation			X	X	
90	X	X	X	1 <sup>ère</sup> installation (reprise)			X	X	
91	X	X	X	Intégrale betteraves/ chicorées	Admissible en tant que "Arra- cheuse de betteraves/chicorées automotrice" de la ligne 16.	M	X	X	
92	X	X	X	Matériel d'irrigation		I	X	X	
93	X	F	M	Transpalette/Klark		M	X	X	33.000
94	X	M	X	Salles de traite fon- ctionnelles, installa- tions laitières et refroidisseurs	Carrousel, robot de traite, tank à lait/refroidisseur	I	X	X	200.000
95	X	X	X	Laveuse	Admissible en tant que "Amé- nagements horticoles" de la ligne 7 ou « Constructions bâti- ments horticoles " 19.	I	X	X	



	Trans- port	Valeur pour les person- nes phy- siques	Valeur pour les coopé- ratives	Type	Description	Meuble — Immeu- ble	BIO	Q hors BIO	Coût maximum admissible
96	X	X	X	Mise en conformité des infrastructures de stockage		I	X	X	
97	X	M	X	Mélangeuse distri- butrice		M	X	X	35.000
98	X	M	F	Mélangeuse distri- butrice automotrice		M	X	X	140.000
99	X	F	F	Mixer à lisier mobile		M	X	X	7.900
100	X	F	F	Mobilier		M	X	X	20.000
101	X	F	H	Moissonneuse bat- teuse		M	X	X	230.000
102	X	X	X	Nacelle	Admissible en tant que « Maté- riel entretien cultures » de la ligne 59.	M	X	X	
103	X	H	X	Niches à veaux	Achat d'un lot	I	B	Q	25.000
104	X	X	X	Outillage	Matériel d'atelier, nettoyeur haute pression, générateur, poste à souder, compresseur...	M	X	X	
105	X	M	X	Pailleuse		M	X	X	17.000
106	X	M	X	Pailleuse distri- butrice		M	X	X	25.000
107	X	X	X	Paletteuse	Admissible en tant que "Amé- nagements horticoles" de la ligne 7 ou « Constructions bâti- ments horticoles " 19.	I	X	X	
108	X	M	X	Ferme pédagogique ou sociale		I	X	X	150.000
109	X	X	X	Tractopelle/Bulldozer		M	X	X	
110	X	X	X	Peseuse	Admissible en tant que "Amé- nagements horticoles" de la ligne 7 ou « Constructions bâti- ments horticoles " 19.	I	X	X	
111	X	H	X	Constructions éta- bles petit élevage	Volaille, ... Tout hors bovins, porcs, chevaux et leurs dérivés	I	B	Q	320.000
112	X	M	X	Plantations	Hors plantes annuelles	I	B	Q	200.000
113	X	M	H	Planteuse		M	X	X	38.000
114	X	M	H	Planteuse de pdt		M	X	X	38.000
115	X	H	H	Jantes et pneus basse pression	Pneus seuls ne sont pas admis- sibles - Prix par roue	M	X	X	3.500
116	X	X	X	Jantes et pneus jumelés		M	X	X	
117	X	F	M	Pont bascule		I	X	X	30.000
127	X	M	X	Constructions por- cheries	Elevage ou engraissement	I	B	Q	322.000
118	X	M	H	Presse à balles	Rondes, carrés, petit ballot, avec ou sans couteaux, avec ou sans fils	M	X	X	40.000
119	X	X	X	Transformation ou commercialisation de produits laitiers	Crise du lait		X	X	

	Trans- port	Valeur pour les person- nes phy- siques	Valeur pour les coopé- ratives	Type	Description	Meuble — Immeu- ble	BIO	Q hors BIO	Coût maximum admissible
120	X	H	X	Système de protec- tion contre le gel et les intempéries	Filets anti grêle	M	X	X	40.000
121	X	M	H	Pulvérisateur auto- moteur		M	X	X	262.000
122	X	M	H	Pulvérisateur		M	X	X	90.000
123	X	M	H	Matériel de récolte horticole		M	B	X	69.000
124	X	F	M	Remorque/Plateau		M	X	X	18.000
125	X	M	H	Matériel de repi- quage horticole		M	B	X	12.500
126	X	X	X	Reprise ultérieure d'exploitation	Reprise sous convention d'une exploitation extérieure		X	X	
127	X	F	H	Retourneur d'andain	Pour le compostage	M	B	X	90.000
128	X	H	X	Robot nettoyeur d'étable		M	X	X	14.000
129	X	X	X	Rotavator/Fraise	Admissible en tant que « Her- se rotative/alternative » de la ligne 83.	M	X	X	
130	X	F	M	Rouleau/ Tasse-avant		M	X	X	12.000
131	X	M	H	Semoir en ligne/ multi graines	A céréales,...	M	X	X	19.000
132	X	M	H	Semoir de précision/monograine	Maïs, betteraves, chicorées,...	M	X	X	24.000
133	X	H	H	Semoir sans labour		M	X	X	38.000
134	X	H	X	Serre mobile	Tunnel	I	B	X	30.000
135	X	H	X	Construction de serre		I	X	X	350.000
136	X	X	X	Prestation de ser- vice au public	Sel, déneigage, entretien des haies publiques	M	X	X	
137	X	M	X	Silo couloir		I	X	X	54.000
138	X	H	X	Silo tour/Trémie		I	X	X	12.000
139	X	X	X	Sous-soleuse	Admissible en tant que « Décompacteur » de la ligne 42.	M	X	X	
140	X	X	X	Stockage d'effluents		I	X	X	
141	X	X	X	Suivi de la mise en œuvre du plan			X	X	
142	X	H	H	Système automati- que réglage pres- sion pneus		M	X	X	5.500
143	X	X	X	Tasse-avant	Admissible en tant que « Rouleau/Tasse-avant » de la ligne 130.	M	X	X	
144	X	M	X	Taxi-lait		M	X	X	5.500
145	X	M	M	Télescopique	Automoteur équipé d'un bras télescopique articulé ou non avec un accessoire	M	X	X	80.000

	Trans- port	Valeur pour les person- nes phy- siques	Valeur pour les coopéra- tives	Type	Description	Meuble — Immeu- ble	BIO	Q hors BIO	Coût maximum admissible
146	X	X	X	Achat de terres	Achat de terre sur acte	I	X	X	
147	X	M	H	Tonneau à lisier avec châssis/rampe/ injecteurs		M	X	Q	59.000
148	X	F	F	Tonneau à eau		M	X	X	6.700
149	X	F	X	Tonneau à lisier avec palette/pendulaire		M	X	X	50.000
150	X	F	F	Tracteur		M	X	X	90.000
151	X	X	X	Machine à traire mobile	Admissible en tant que " Salle de traite fonctionnelle, instal- lation laitière et refroidisseur " de la ligne 94.	M	X	X	
152	X	X	H	Transport	Transport matière première et produit fini (camion,...)	M	X	X	100.000
153	X	H	X	Transformation axe 3: diversifica- tion agricole	Construction et aménagement de bâtiment renfermant : beurre, yaourt,...	I	X	X	168.000
154	X	H	X	Transformation axe 3: diversifica- tion non agricole	Construction et aménagement de bâtiment renfermant : bou- langerie, glace, biscuits et pâtes alimentaires	I	X	X	21.000
155	X	X	X	Trieuse	Admissible en tant que "Amé- nagements horticoles" de la ligne 7 ou « Constructions bâti- ments horticoles " 19.	I	X	X	
156	X	M	X	Véhicule utilitaire	Véhicule réfrigéré pour la vente directe (camionnette réfrigé- rée,...) - Hors 4x4 et quad	M	X	X	42.000
157	X	H	X	Vente directe diver- sification agricole	Beurre, yaourt,...	I	X	X	54.000
158	X	H	X	Vente directe diver- sification non agri- cole	Restauration, boulangerie, glace, biscuits et pâtes alimen- taires	I	X	X	18.000
159	X	X	X	Vibroculteur/ Cultivateur	Admissible en tant que " Déchaumeuse " de la ligne 41.	M	X	X	
160	X	H	X	Poulailler mobile		I	B	Q	30.000
161	X	H	H	Investissement non productif antiérosif		I	X	X	50.000

## Légende :

X : investissement non admissible à ce titre

F : faible

M : moyen

H : haut

T : transport

B : Majoration BIO accessible pour une exploitation en BIO totale

Q : Majoration Qualité différenciée accessible

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 19 juillet 2018 modifiant l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole.

Namur, le 19 juillet 2018.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/204969]

**19. JULI 2018 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 10. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor**

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1290/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242, D.243, D.245 und D.246;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor, Artikel 28 Absatz 2, 41, 43, 44 § 1 Absatz 2, 45, 46, 58 § 3 Absatz 2, und 61;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 10. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor;

Aufgrund der am 15. März 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 22. März 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 22. März 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 22. März 2018 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Förderbehörde;

Aufgrund des am 12. Juni 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 63.496/4 des Staatsrats;

In Erwägung der am 14. Juni 2018 abgegebenen Stellungnahme des Verbands "Inter-Environnement Wallonie" über den Erlassentwurf der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor und dessen Ministerialerlass;

In der Erwägung, dass die ergänzende Investitionsbeihilfe für die Verarbeitung und Vermarktung von Agrarerzeugnissen oder die Entwicklung von Agrarerzeugnissen eine freigestellte staatliche Beihilfe darstellt in Anwendung der im Amtsblatt der Europäischen Union vom 1. Juli 2014 unter der Referenz "ABl. L 193 vom 1.7.2014, S. 1-75" veröffentlichten Verordnung Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 8 § 1 des Ministerialerlasses vom 10. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor, zuletzt abgeändert durch den Ministerialerlass vom 2. Februar 2017 wird zwischen die Absätze 4 und 5 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Bei Anwendung von Artikel 92 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 ist die Anzahl der Punkte, die gemäß Absatz 2 Ziffern 1 und 2 zugeteilt werden, die höchstmögliche Anzahl."

**Art. 2** - In demselben Erlass wird der Titel des Kapitels IV durch Folgendes ersetzt:

"Investitionsbeihilfen und Beihilfen für die Verarbeitung und die Vermarktung zugunsten der Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC")".

**Art. 3** - Artikel 12 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 12 - § 1. Für eine Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung sind in Anwendung von Artikel 41 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 die folgenden Investitionen beihilfefähig:

1° der Kauf von neuen Ausrüstungen, die für die Verarbeitung oder die Vermarktung der Erzeugnisse der Partner der Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung notwendig sind;

- 2° der Bau, die Anschaffung oder die Renovierung von Immobilien, falls sie für die Produktion der Partner der Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung nützlich sind.

Was die Ziffer 2 betrifft, ist die Anschaffung eines Gebäudes zwischen Mitgliedern eines gleichen Partners im Sinne von Artikel 1 Ziffern 13 und 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 nicht beihilfefähig.

§ 2. Für eine Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung sind in Anwendung von Artikel 41 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 die folgenden Investitionen nicht beihilfefähig:

- 1° der Kauf von Grundstücken, von einjährigen Pflanzen, von Tieren, sowie von gebrauchten Ausrüstungen;
- 2° die Pacht von Ländereien, die Miete von Immobilien und Ausrüstungen;
- 3° die einfache Ersetzung;
- 4° die Bewässerung, die Wasserfassungen und die Entwässerung von landwirtschaftlichen Flächen;
- 5° Steuern;
- 6° die Kosten für Studien, für Architektenleistungen, die Notar-, Revisor- und Geometerkosten.“

**Art. 4** - Artikel 13 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 13 - Um beihilfefähig zu sein, muss eine Investition in Anwendung von Artikel 43 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 einen Mindestbetrag in Höhe von 5.000 Euro betreffen. Der höchste zulässige Betrag der Investition beträgt 350.000 Euro.

In Anwendung von Artikel 43 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 werden die beihilfefähigen Höchstkosten je Investitionstyp in Anhang 3 aufgeführt.

In Anwendung von Artikel 43 § 3 legt der Antragsteller der Zahlstelle drei Kostenvoranschläge vor, damit für jede nicht in Anhang 3 aufgeführte Investition ein beihilfefähiger Höchstbetrag festgelegt werden kann. Die Zahlstelle beurteilt die Angemessenheit der Investitionskosten auf der Grundlage dieser drei Kostenvoranschläge.

Kann der Antragsteller aufgrund der begrenzten Anzahl von Anbietern auf dem Markt keine drei Kostenvoranschläge vorlegen, fordert die Zahlstelle eine technische Analyse bei einer Einrichtung für agronomische Analysen, Forschungen oder Versuche an.

Verzögert die Ermittlung des beihilfefähigen Höchstbetrags der Investition den weiteren Verlauf des gesamten Antrags, so setzt die Zahlstelle den Betrag der für diese Investition gewährten Beihilfe fest und teilt ihn mit, nachdem sie die Zulässigkeit des betreffenden Antrags notifiziert hat.

**Art. 5** - Artikel 15 § 3 Absatz 1 des desselben Erlasses, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 2. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

- a) unter Ziffer 2 wird zwischen die Wortfolge “der Erzeugung von Produkten, die einem europäischen Qualitätssystem“ und die Wortfolge “oder einem regionalen System der differenzierten Qualität unterliegt“ die Wortfolge “, mit Ausnahme eines europäischen Qualitätssystems für die biologische Landwirtschaft,“ eingefügt;
- b) Ziffer 3 wird durch folgendes ersetzt:  
“3° der Betrieb ist beihilfefähig im Rahmen der Beihilfemaßnahme für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen“;
- c) Ziffer 6 wird durch die Wortfolge “von der jede eine Fläche von wenigstens einem Ar aufweist“ ergänzt.

**Art. 6** - In Artikel 17 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° zwischen die Wortfolge “der ein und demselben Beihilfeempfänger“ und der Wortfolge “gewährt wird“ wird die Wortfolge “, mit Ausnahme der Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung,“ eingefügt;
- 2° er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“In Anwendung von Artikel 45 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 wird der Höchstbetrag für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung über den Programmplanungszeitraum 2014-2020 auf 500.000 Euro der gesamten öffentlichen Beihilfe festgelegt.“

**Art. 7** - Artikel 18 des desselben Erlasses, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 2. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

- a) in Absatz 1 werden die Ziffern 1 und 2 durch das Folgende ersetzt:  
1° 10 Prozent, wenn die gesamten natürlichen Personen, die nicht älter als 40 Jahre sind, die dem Partner angehören und beihilfefähig sind, mindestens 25 Prozent des Betriebs besitzen.  
2° 10 Prozent, wenn die Investition Teil einer Produktionssparte ist, die einem europäischen Qualitätssystem oder einem regionalen System der differenzierten Qualität unterliegt, mit Ausnahme eines europäischen Qualitätssystems für die biologische Landwirtschaft;“;
- d) in Absatz 1 wird durch eine Ziffer 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:  
“2°/1 10 Prozent, wenn die Investition Teil einer Produktionssparte ist, die einem europäischen Qualitätssystem für die biologische Landwirtschaft unterliegt und wenn der Betrieb vollständig der biologischen Erzeugungsmethode gewidmet ist;“;
- d) in Absatz 1 wird Ziffer 6 durch folgendes ersetzt:  
“6° 5 Prozent wenn der Antragsteller im Rahmen der Beihilfemaßnahme für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen beihilfefähig ist;“;
- e) zwischen die Absätze 1 und 2 werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:  
“Was Ziffer 2 betrifft, so ist die Investition Teil einer Produktionssparte, die einem europäischen Qualitätssystem oder einem regionalen System der differenzierten Qualität unterliegt, wenn sie in Anhang 3 angegeben ist und den Buchstaben “Q“ in der Spalte “Q außer BIO“ enthält.  
“Was Ziffer 2°/1 betrifft, so ist die Investition Teil einer Produktionssparte, die einem europäischen Qualitätssystem für die biologische Landwirtschaft unterliegt, wenn sie in Anhang 3 angegeben ist und den Buchstaben “B“ in der Spalte “BIO“ auführt.“

**Art. 8** - In Artikel 19 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Dieser Prozentsatz besteht" durch die Wortfolge "In Anwendung von Artikel 44 § 2 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 besteht dieser Prozentsatz" ersetzt.

**Art. 9** - In Artikel 20 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Dieser Prozentsatz besteht" durch die Wortfolge "In Anwendung von Artikel 44 § 2 Absatz 2 und Artikel 46 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 besteht dieser Prozentsatz" ersetzt.

**Art. 10** - In Artikel 23 § 3 Absatz 1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° Ziffer 2 wird durch folgende Wortfolge ergänzt", mit Ausnahme eines europäischen Qualitätssystems für die biologische Landwirtschaft;
- 2° Ziffer 3 wird durch folgendes ersetzt:  
"3° der Betrieb ist beihilfefähig im Rahmen der Beihilfemaßnahme für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen;"

**Art. 11** - Artikel 24 desselben Erlasses, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 2. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

- a) Die Wortfolge "Dieser Prozentsatz besteht" wird durch die Wortfolge "In Anwendung von Artikel 44 § 2 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 besteht dieser Prozentsatz" ersetzt;
- b) Ziffer 1 wird durch das Folgende ersetzt:  
"1° 10 Prozent, wenn die gesamten natürlichen Personen, die nicht älter als 40 Jahre sind, die dem Partner angehören und beihilfefähig sind, mindestens 25 Prozent des Betriebs besitzen;"
- c) Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt:  
"10 Prozent, wenn die Investition Teil einer Produktionssparte ist, die einem europäischen Qualitätssystem oder einem regionalen System der differenzierten Qualität unterliegt, mit Ausnahme eines europäischen Qualitätssystems für die biologische Landwirtschaft;"
- d) in Absatz 1 wird durch eine Ziffer 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:  
"2°/1 10 Prozent, wenn die Investition Teil einer Produktionssparte ist, die einem europäischen Qualitätssystem für die biologische Landwirtschaft unterliegt und wenn der Betrieb vollständig der biologischen Erzeugungsmethode gewidmet ist;"
- e) Ziffer 3 wird durch folgendes ersetzt: "3° 5 Prozent wenn der Antragsteller im Rahmen der Beihilfemaßnahme für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen beihilfefähig ist;"

**Art. 12** - Artikel 25 wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. 25 - Die ergänzende Investitionsbeihilfe für die Verarbeitung und Vermarktung von Agrarerzeugnissen oder die Entwicklung von Agrarerzeugnissen gewährleistet die Einhaltung der Bestimmungen der Artikel 3 bis 10, 12, 13 und 17 der Verordnung Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, ABl. L193 vom 1. Juli 2014, S.1."

**Art. 13** - Artikel 26 des desselben Erlasses, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 2. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

- 1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird Ziffer 4 durch folgenden Wortlaut ersetzt:  
"4° allgemeine Kosten nach den Bestimmungen von Artikel 45 § 2 c) der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 im Zusammenhang mit den unter den Ziffern 1, 2 und 3 genannten Ausgaben innerhalb der Grenzen der zwölf Prozent der zulässigen Investitionskosten;"
- 2° in Paragraph 2 wird Absatz 1 durch eine Ziffer 13 mit folgendem Wortlaut ergänzt:  
"13° die Investitionen für die Bewässerung, die Wasserfassungen und die Entwässerung von landwirtschaftlichen Flächen;"
- 4° in Paragraph 2 Absatz 1 wird die Wortfolge "Höchstbetrag der ergänzenden Beihilfe" durch die Wortfolge "Höchstbetrag der ergänzenden Investitionsbeihilfe für die Verarbeitung und Vermarktung von Agrarerzeugnissen oder die Entwicklung von Agrarerzeugnissen gemäß Artikel 49 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015" ersetzt.

**Art. 14** - In Anhang 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° In Kapitel II "Auswahlkriterien in Bezug auf die Investitionsbeihilfen" wird in der Tabelle "1° Punkte für die mit dem Betrieb verbundenen Kriterien" die dritte Zeile wie folgt ersetzt:

Teilweise	4
-----------	---

2° In Kapitel II "Auswahlkriterien in Bezug auf die Investitionsbeihilfen" wird in der Tabelle "1° Punkte für die mit dem Betrieb verbundenen Kriterien" die achte Zeile wie folgt ersetzt:

Im Rahmen der Beihilfemaßnahme für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen beihilfefähiger Betrieb	Punkte
---	--------

- 3° In Kapitel IV Auswahlkriterien in Bezug auf die nicht landwirtschaftliche Diversifizierung" wird die dritte Zeile der Tabelle wie folgt ersetzt:

Teilweise	4
-----------	---

- 4° In Kapitel IV Auswahlkriterien in Bezug auf die nicht landwirtschaftliche Diversifizierung" wird die achte Zeile der Tabelle wie folgt ersetzt:

Im Rahmen der Beihilfemaßnahme für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen beihilfefähiger Betrieb	Punkte
---	--------

**Art. 15** - In Anhang 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Titel von Kapitel IV wird wie folgt ersetzt:

„Zuschlag für natürliche oder juristische Personen (mit Ausnahme der Gerätenutzungsgenossenschaften („CUMA“) und der Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung („SCTC“)) gemäß Artikel 24“;

2° in Kapitel I „Zuschlag für natürliche oder juristische Personen (mit Ausnahme der Gerätenutzungsgenossenschaften („CUMA“) und der Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung („SCTC“)) gemäß Artikel 18 wird die dreizehnte Zeile wie folgt ersetzt:

Im Rahmen der Beihilfemaßnahme für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen beihilfefähiger Betrieb	Punkte
---	--------

3° in Kapitel IV „Zuschlag für natürliche oder juristische Personen (mit Ausnahme der Gerätenutzungsgenossenschaften („CUMA“) und der Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung („SCTC“)) gemäß Artikel 23 wird die siebte Zeile wie folgt ersetzt:

Im Rahmen der Beihilfemaßnahme für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen beihilfefähiger Betrieb	Punkte
---	--------

**Art. 16** - In demselben Erlass wird Anlage 3 durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 1 ersetzt.

**Art. 17** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Namur, den 19. Juli 2018.

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

Anhang 1

Anhang 3 zu dem Ministerialerlass vom 10. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor

Werte, Art, Beschreibung, Qualität und beihilfefähigen Höchstbetrag der Investition

	Transport	Wert für die natürlichen Personen	Wert für die Genossenschaften	Art	Beschreibung	bewegliche Investition — unbewegliche Investition	BIO	Q außer BIO	beihilfefähiger Höchstbetrag
1	X	X	X	Tränke vom Typ Weidetrog in einem nicht vorrangigen Gebiet	Weidetrog von mindestens 1 m <sup>3</sup> einschließlich Wasserversorgung (höchstens 1 Tränke pro Abschnitt von 3 Hektar)	M	X	X	
2	X	X	X	Tränke vom Typ Weidetrog in einem vorrangigen Gebiet	Weidetrog von mindestens 1 m <sup>3</sup> einschließlich Wasserversorgung (höchstens 1 Tränke pro Abschnitt von 3 Hektar)	M	X	X	
3	X	M	M	Zubehör	Ergänzendes Werkzeug zur Grundmaschine (Teleskopisch, Traktor, Siloentleerer,...) außer Reifen, Felgen und Raulpen	M	X	X	12.000
4	X	M	F	Ankauf von Gebäuden	Erwerb des Eigentums, des bloßen Eigentums, des Nießbrauchs, der landwirtschaftlichen Ausgleichszahlung von Gebäuden	I	X	X	197.000
5	X	F	X	Verbesserung der Umgebung	Hof, Weg, Landschaft beihilfefähig falls die Städtebaugenehmigung auferlegt wird	I	X	X	37.000
6	X	H	X	Bodenverbesserung	Einrichtung mit Zulassung einer Brunnenwassergewinnungsstelle unter der Bedingung der Ansiedlung eines neuen Aufzuchtstalls und unter der Bedingung, dass keine Wasserleitung verfügbar ist.	I	X	X	19.000
7	X	H	H	Gartenbaueinrichtungen	Ausstattung von Gebäuden zwecks Reinigung, Verpackung, Lagerung vor der Vermarktung	I	B	Q	99.000

	Transport	Wert für die natürlichen Personen	Wert für die Genossenschaften	Art	Beschreibung	bewegliche Investition — unbewegliche Investition	BIO	Q außer BIO	beihilfefähiger Höchstbetrag
8	X	M	F	Ausstattung von Gebäuden	Ausstattung, Renovierung, Modernisierung von Gewerbegebäuden	I	B	Q	58.000
9	X	X	X	Tränke vom Typ Selbsttränke in einem nicht vorrangigen Gebiet	Selbsttränke einschließlich Wasserversorgung (höchstens 1 Tränke pro Abschnitt von einem Hektar)	M	X	X	
10	X	X	X	Tränke vom Typ Selbsttränke in einem vorrangigen Gebiet	Selbsttränke einschließlich Wasserversorgung (höchstens 1 Tränke pro Abschnitt von einem Hektar)	M	X	X	
11	X	M	M	Einkreisel/ Doppelkreisel-schwader	Einkreisel, Zweikreisel, Front, Heck, aufgesattelt oder gezogen	M	B	Q	15.000
12	X	H	M	Quetsche	Für die Fütterung des Viehs	M	B	Q	5.500
13	X	X	H	Kartoffelroder mit Eigenantrieb		M	X	X	350.000
14	X	M	H	Kartoffelroder		M	X	X	130.000
15	X	M	H	Zuckerrüben/ Zichorienroder		M	X	X	52.000
16	X	F	H	Zuckerrüben/ Zichorienroder mit Eigenantrieb	Einschließlich Vollernter	M	X	X	350.000
17	X	M	H	Selbstladewagen		M	B	Q	60.000
18	X	M	M	Förderband	Für die Ernte oder Lagerung der Waren	M	X	X	38.000
19	X	H	H	Bauten Gebäude für Gartenbau	Gebäude mit Ausrüstung zwecks Reinigung, Verpackung, Lagerung vor der Vermarktung	I	B	Q	100.000
20	X	M	F	Bau eines landwirtschaftlichen Gebäudes (multifunktional)	Gebäude mit mindestens 2 Zweckbestimmungen (z.B. Lagerhalle mit Tierhaltung)	I	X	X	195.000
21	X	F	F	Schaufel/Anhänger	Standard, hydraulisch, einteilig, mehrteilig, heb- und senkbar oder nicht	M	X	X	34.000
22	X	H	H	bewegliche Wippe		M	X	X	7.500
23	T	F	M	Viehtransporter	Standard oder hydraulisch	M	X	X	15.000
24	X	H	H	Jäthacke/Motorhacke/mechanischer Unkrautvernichter		M	B	X	24.000
25	X	M	H	Bürste/Kehrbürste	Zur Reinigung der Umgebung oder Wege (mit Eigenantrieb oder manuell)	M	X	X	5.900
26	X	H	H	Häufler	Möhre, Kartoffel, Spargel	M	X	X	22.000
27	X	X	X	Sortieranlage	Eier, Obst und Gemüse Beihilfefähig als "Gartenbaueinrichtungen" der Zeile 7 oder "Gebäude für Gartenbau" der Zeile 19	I	X	X	
Kom28X		M	X	Kompaktladegerät/ Stallreiniger	Andere als Abstreifer, beweglich mit einem Zubehör	M	X	X	42.000
29	X	X	X	Frontlader	Beihilfefähig als "Zubehör" der Zeile 3	M	X	X	
30	X	F	H	Zuckerrüben/ Zichorienlader mit Eigenantrieb	Reinigungslader oder Vollernter	M	X	X	350.000
31	X	F	M	Pflug	Schar-, Scheibenpflug	M	X	X	30.000



	Transport	Wert für die natürlichen Personen	Wert für die Genossenschaften	Art	Beschreibung	bewegliche Investition — unbewegliche Investition	BIO	Q außer BIO	beihilfefähiger Höchstbetrag
32	X	F	X	Stallungen für Zuchtperde		I	X	X	100.000
33	X	H	H	Werkzeugkombinationen - Sämaschine		M	X	X	38.000
34	X	H	H	Kombination Ernte		M	X	X	94.000
35	X	X	X	Verpackungsmaterial	Beihilfefähig als "Gartenbau-einrichtungen" der Zeile 7 oder "Gebäude für Gartenbau" der Zeile 19	M	X	X	
36	X	F	M	Güllebehälter	Mit einem größeren Volumen als demjenigen einer Tonne, kann mehrere Tonnen vor Ort beschicken	M	X	X	35.000
37	X	H	F	Mobiler Fangstand		M	X	X	16.000
38	X	H	X	Feststehender Fangstand	Mit oder ohne Einstellsystem	I	X	X	8.200
39	X	M	M	Erntekisten / Pallox	Partie	M	B	Q	25.000
40	X	M	M	Freischneidegerät	Mit Ketten oder Schlägeln oder Messern	M	X	X	17.000
41	X	M	H	Grubber	Mit Zinken, Scheiben, Federzinkengrubber (Front, Heck)	M	X	X	26.000
42	X	H	H	Bodenlockerer	Mit Zinken	M	X	X	14.000
43	X	H	F	Ballenabroller		M	X	X	9.700
44	X	H	H	Folien- und Planenabroller	Für Silos, Zuckerrübenhaufen und den Schutz der Kulturen	M	X	X	10.000
45	X	F	F	Chemisches Unkrautvernichtungsgerät mit Pendelsystem		M	X	X	15.000
46	X	M	X	Siloentnahmegerät	Verteilgerät, mit Eigenantrieb,...	M	X	X	13.000
47	X	X	X	Mechanisches Unkrautvernichtungsgerät	Beihilfefähig als "Jäthacke/ Motorhacke/mechanischer Unkrautvernichter" der Zeile 24	M	X	X	
48	X	H	H	Thermisches Unkrautvernichtungsgerät mit Gas		M	B	X	20.000
49	T	M	H	Kartoffelenteder		M	X	X	51.000
50	X	X	X	Nicht landwirtschaftliche Diversifizierung / Dienstleistungen	Pferdebox mit Dienstleistung	I	X	X	
51	X	M	M	Planierschaber		M	X	X	7.500
52	X	H	H	Laubschneider		M	B	X	23.000
53	X	F	M	Entlauber	Für die Zuckerrüben	M	X	X	34.000
54	X	M	H	Verpackungs- / Umreifungsmaschine		M	X	X	17.000
55	X	H	X	Professionelle erneuerbare Energie	Biometh 10, Biogasgewinnung < 10kW, Photovoltaik, Windkraft,...Für Eigenverbrauch	I	X	X	100.000
56	X	X	X	Professionelle und überschüssige erneuerbare Energie	Die Anlagen mit Verkauf der Energie sind nicht beihilfefähig	I	X	X	
57	X	F	H	Feldhäcksler mit Eigenantrieb		M	X	X	350.000

	Transport	Wert für die natürlichen Personen	Wert für die Genossenschaften	Art	Beschreibung	bewegliche Investition — unbewegliche Investition	BIO	Q außer BIO	beihilfefähiger Höchstbetrag
58	X	F	F	Feldhäcksler		M	X	X	55.000
59	X	M	H	Material zur Unterhaltung der Gartenbaukulturen	Gartenschere, Höhenstapler, Hubarbeitsbühne,...	M	B	X	10.000
60	X	F	M	Miststreuer		M	B	Q	29.000
61	X	F	F	Düngerstreuer/verteiler		M	X	X	16.000
62	X	F	M	Silageverteiler		M	X	X	15.000
63	X	H	X	Stallausrüstung Rinder	Aufzucht, Mast, Milch, gemischt	I	B	X	75.000
64	X	F	X	Stallausrüstung Zuchtpferde		I	X	X	50.000
65	X	M	X	Stallausrüstung Kleinviehzucht	Alles außer Rinder, Schweine, Pferde und deren Abkömmlinge	I	B	Q	82.000
66	X	M	X	Schweinegestallausrüstung	Aufzucht oder Mast	I	B	Q	150.000
67	X	H	X	Ausrüstung Gewächshäuser		I	B	X	175.000
68	X	H	X	Bau von Rinderställen	Aufzucht, Mast, Milch, gemischt	I	B	X	350.000
69	X	X	X	Etikettierer	Beihilfefähig als "Gartenbau-einrichtungen" der Zeile 7 oder "Gebäude für Gartenbau" der Zeile 19	I	X	X	
70	X	M	M	Zettwender/Breitstreuer		M	B	Q	13.000
71	X	M	M	Front- / Seitenmäherwerk	Mit Messern, Klingen oder Scheiben	M	X	X	13.000
72	X	M	H	Mähaufbereiter	Mit Messern, Klingen oder Scheiben	M	X	X	16.000
73	X	F	H	Mähaufbereiter mit Eigenantrieb	Mit Messern, Klingen oder Scheiben	M	X	X	350.000
74	X	M	M	Schlegelmulcher/Forstmulcher	Mit Messern, Klingen oder Scheiben	M	B	X	10.000
75	X	X	X	Material für Bewässerungsdüngung	Beihilfefähig als "Gartenbau-einrichtungen" der Zeile 7 oder "Gebäude für Gartenbau" der Zeile 19	I	X	X	
76	T	H	H	Bau eines Kühlschranks	Kühlraum/klimatisierte Lagerhalle	I	X	X	200.000
77	X	H	H	Trockenhalle	Trockenhalle für Heu, Getreide	I	B	Q	260.000
78	X	F	X	Tourismus auf dem Bauernhof		I	X	X	200.000
79	X	H	H	GPS/Spurführungssystem/Präzisionslandwirtschaft		M	B	X	24.000
80	X	X	X	Kran	Verladen Rüben, Mist,...	M	X	X	
81	X	F	F	Halle zur Lagerung und Materialaufbewahrung		I	X	X	161.000
82	X	H	H	Striegelegge		M	B	X	11.000
83	X	M	H	Kreisel- /Rüttelegge	Einschließlich Fräser	M	X	X	17.000
84	X	M	H	EGge	Kurzscheibenegge, Striegel, nicht kraftbetriebene Egge (aufgesattelt oder frontal)	M	X	X	12.000

	Transport	Wert für die natürlichen Personen	Wert für die Genossenschaften	Art	Beschreibung	bewegliche Investition — unbewegliche Investition	BIO	Q außer BIO	beihilfefähiger Höchstbetrag
85	X	X	X	Erstinstallation: Ankauf von Vieh (Aufstockung)	Ankauf von Vieh auf Rechnung während der ersten 12 Monate		X	X	
86	X	X	X	Erstinstallation: Ankauf von Material (Aufstockung)	Ankauf von neuem Material auf Rechnung während der ersten 12 Monate		X	X	
87	X	F	F	Immobilien		I	X	X	350.000
88	X	M	M	Professionelles elektronisches Material/ Datenverarbeitungs-material	Kamera, Datenerfassung,...	M	X	X	8.500
89	X	X	X	Zweite Installationsphase			X	X	
90	X	X	x	Erstinstallation (Übernahme)			X	X	
91	X	X	X	Zuckerrüben-/ Zichorienvollernter	Beihilfefähig als "Zuckerrüben/Zichorienroder mit Eigenantrieb" der Zeile 16	M	X	X	
92	X	X	X	Bewässerungsausrüstung		I	X	X	
93	X	F	M	Hubwagen/Clark		M	X	X	33.000
94	X	M	X	Funktionelle Melkstände, Milchanlagen und Milchkühler	Karussell, Melkroboter, Milch-/Kühltank	I	X	X	200.000
95	X	X	X	Waschanlage	Beihilfefähig als "Gartenbau-einrichtungen" der Zeile 7 oder "Bauten Gebäude für Gartenbau" der Zeile 19	I	X	X	
96	X	X	X	Angleichung der Lagerinfrastrukturen an die geltenden Vorschriften		I	X	X	
97	X	M	X	Futtermischwagen		M	X	X	35.000
98	X	M	F	Futtermischwagen mit Eigenantrieb		M	X	X	140.000
99	X	F	F	Mobiler Güllemischer		M	X	X	7.900
100	X	F	F	Mobiliar		M	X	X	20.000
101	X	F	H	Mähdrescher		M	X	X	230.000
102	X	X	X	Hubarbeitsbühne	Beihilfefähig als "Material zur Unterhaltung der Gartenbaukulturen" der Zeile 59	M	X	X	
103	X	H	X	Kälberhütten	Ankauf eines Loses	I	B	Q	25.000
104	X	X	X	Werkzeug	Handwerksmaterial, Hochdruckreiniger, Generator, Schweißgerät, Kompressor...	M	X	X	
105	X	M	X	Einstreuwagen		M	X	X	17.000
106	X	M	X	Verteilwagen		M	X	X	25.000
107	X	X	X	Palettiermaschine	Beihilfefähig als "Gartenbau-einrichtungen" der Zeile 7 oder "Bauten Gebäude für Gartenbau" der Zeile 19	I	X	X	
108	X	M	X	Pädagogischer oder sozialer Bauernhof		I	X	X	150.000
109	X	X	X	Baggerlader/ Bulldozer		M	X	X	

	Transport	Wert für die natürlichen Personen	Wert für die Genossenschaften	Art	Beschreibung	bewegliche Investition — unbewegliche Investition	BIO	Q außer BIO	beihilfefähiger Höchstbetrag
110	X	X	X	Waage	Beihilfefähig als "Gartenbau-einrichtungen" der Zeile 7 oder "Bauten Gebäude für Gartenbau" der Zeile 19	I	X	X	
111	X	H	X	Bau von Stallungen Kleinviehzucht	Geflügel, ...Alles außer Rinder, Schweine, Pferde und deren Abkömmlinge	I	B	Q	320.000
112	X	M	X	Anpflanzungen	Mit Ausnahme von einjährigen Pflanzen	I	B	Q	200.000
113	X	M	H	Pflanzmaschine		M	X	X	38.000
114	X	M	H	Kartoffellegemaschine		M	X	X	38.000
115	X	H	H	Felgen und Niederdruckreifen	Reifen allein nicht zulässig - Preis pro Kompletttrad	M	X	X	3.500
116	X	X	X	Felgen und Zwillingreifen		M	X	X	
117	X	F	M	Wiegebrücke		I	X	X	30.000
127	X	M	X	Bau von Schweineställe	Aufzucht oder Mast	I	B	Q	322.000
118	X	M	H	Ballenpresse	Rundballen-, Quaderballen-, Kleinballenpresse mit oder ohne Messern, mit oder ohne Draht	M	X	X	40.000
119	X	X	X	Verarbeitung oder Vermarktung von Milchprodukten	Milchkrise		X	X	
120	X	H	X	Frost- und Witterungsschutzsystem	Hagelnetze	M	X	X	40.000
121	X	M	H	Selbstfahrende Feldspritze		M	X	X	262.000
122	X	M	H	Feldspritze		M	X	X	90.000
123	X	M	H	Garten-Erntematerial		M	B	X	69.000
124	X	F	M	Anhänger/Pritsche		M	X	X	18.000
125	X	M	H	Garten-Umpflanzungsmaterial		M	B	X	12.500
126	X	X	X	Spätere Betriebsübernahme	Vereinbarungsgebundene Übernahme eines Außenbetriebs		X	X	
127	X	F	H	Kompostmietenumsetzer	Für die Kompostierung	M	B	X	90.000
128	X	H	X	Stallreiniger		M	X	X	14.000
129	X	X	X	Rotorhacke/Fräser	Beihilfefähig als "Kreisel- / Rüttelege" der Zeile 83	M	X	X	
130	X	F	M	Untergrundpacker/ Frontpacker		M	X	X	12.000
131	X	M	H	Reihensämaschine/ Mehrkornsämaschine	Für Getreide,...	M	X	X	19.000
132	X	M	H	Präzisions-Sämaschine/ Einzelkornsämaschine	Mais, Zuckerrüben, Zichorien,...	M	X	X	24.000
133	X	H	H	Sämaschine ohne Pflug		M	X	X	38.000
134	X	H	X	Bewegliches Gewächshaus	Tunnel	I	B	X	30.000

	Transport	Wert für die natürlichen Personen	Wert für die Genossenschaften	Art	Beschreibung	bewegliche Investition — unbewegliche Investition	BIO	Q außer BIO	beihilfefähiger Höchstbetrag
135	X	H	X	Bau eines Gewächshauses		I	X	X	350.000
136	X	X	X	Dienstleistung an die Öffentlichkeit	Salz, Schneeräumung, Pflege der öffentlichen Hecken	M	X	X	
137	X	M	X	Fahrsilo		I	X	X	54.000
138	X	H	X	Hochsilo/Trichter		I	X	X	12.000
139	X	X	X	Tiefgrubber	Beihilfefähig als "Bodenlocker" der Zeile 42	M	X	X	
140	X	X	X	Lagerung von Dung		I	X	X	
141	X	X	X	Überwachung der Planumsetzung			X	X	
142	X	H	H	Automatische Reifendruckregelanlage		M	X	X	5.500
143	X	X	X	Frontpacker	Beihilfefähig als "Untergrundpacker/ Frontpacker" der Zeile 130	M	X	X	
144	X	M	X	Milchtaxi		M	X	X	5.500
145	X	M	M	Teleskopisch	Fahrzeug mit Eigenantrieb mit oder ohne Gelenk-Teleskoparm mit einem Zubehör	M	X	X	80.000
146	X	X	X	Ankauf von Ländereien	Ankauf von Ländereien auf Urkunde	I	X	X	
147	X	M	H	Güllefass mit Gestell/Ausleger/ Injektoren		M	X	Q	59.000
148	X	F	F	Wasserfass		M	X	X	6.700
149	X	F	X	Güllefass mit Palette/ Pendelvorrichtung		M	X	X	50.000
150	X	F	F	Traktor		M	X	X	90.000
151	X	X	X	Bewegliche Melkmaschine	Beihilfefähig als "Funktioneller Melkstand, Milchanlage und Milchkühler" der Zeile 94	M	X	X	
152	X	X	H	Transport	Transport von Rohstoffen und Endprodukten (Lastwagen,...)	M	X	X	100.000
153	X	H	X	Verarbeitung Achse 3: landwirtschaftliche Diversifizierung	Bau und Einrichtung eines Gebäudes für: Butter, Joghurt,...	I	X	X	168.000
154	X	H	X	Verarbeitung Achse 3: nicht landwirtschaftliche Diversifizierung	Bau und Einrichtung eines Gebäudes für: Backwaren, Eis, Kekse, Teigwaren	I	X	X	21.000
155	X	X	X	Sortiermaschine	Beihilfefähig als "Gartenbaueinrichtungen" der Zeile 7 oder "Bauten Gebäude für Gartenbau" der Zeile 19	I	X	X	
156	X	M	X	Nutzfahrzeug	Fahrzeug für den direkten Verkauf (Kühlwagen,...) - außer Vierradantrieb und Quad	M	X	X	42.000
157	X	H	X	Direkter Verkauf landwirtschaftliche Diversifizierung	Butter, Joghurt,...	I	X	X	54.000
158	X	H	X	Direkter Verkauf nicht landwirtschaftliche Diversifizierung	Gaststättengewerbe, Backwaren, Eis, Kekse und Teigwaren	I	X	X	18.000

	Transport	Wert für die natürlichen Personen	Wert für die Genossenschaften	Art	Beschreibung	bewegliche Investition — unbewegliche Investition	BIO	Q außer BIO	beihilfefähiger Höchstbetrag
159	X	X	X	Kurzscheibenegge/Grubber	Beihilfefähig als "Grubber" der Zeile 41	M	X	X	
160	X	H	X	Mobiler Geflügelstall		I	B	Q	30.000
161	X	H	H	Nicht produktive erosionshemmende Investitionen		I	X	X	50.000

Erläuterung der Tabelle:

X: für diesen Zweck nicht beihilfefähige Investition

F: schwach

M: mittel

H: stark

T: Transport

B: Erhöhung BIO zugänglich für einen vollständig biologisch bewirtschafteten Betrieb

Q: Erhöhung differenzierte Qualität zugänglich

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 19. Juli 2018 zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 10. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor beigefügt zu werden.

Namur, den 19. Juli 2018

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/204969]

### 19 JULI 2018. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 10 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

Gelet op verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;<0

Gelet op Verordening (EG) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot invoering van overgangsbepalingen;

Gelet op de uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo);

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waalse landbouwwetboek, artikelen D.4, D.242, D.243, D.245 en D.246;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector, artikelen 28, lid 2, 41, 43, 44, § 1, lid 2, 45, 46, 58, § 3, lid 2, en 61;<0

Gelet op het ministerieel besluit van 10 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 maart 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 maart 2018;

Gelet op het rapport van 22 maart 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het besluit van 11 april 2014 tot uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 22 maart 2018;

Gelet op het advies 63.497/4 van de Raad van State, gegeven op 12 juni 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1273;

Gelet op het advies van « Inter-Environnement Wallonie » betreffende het ontwerp-besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector, alsook diens ministerieel besluit, gegeven op 14 juni 2018;

Overwegende dat de aanvullende steun voor investeringen voor de verwerking en de afzet van landbouwproducten of voor de ontwikkeling van landbouwproducten staatssteun is die vrijgesteld is op grond van Verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard, bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Unie, PB L.193 van 1 juli 2014, blz.1. 1,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 8, § 1, van het ministerieel besluit van 10 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector, laatst gewijzigd door het ministerieel besluit van 2 februari 2017, wordt tussen de leden 4 en 5 een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In geval van toepassing van artikel 92, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 is het aantal punten die overeenkomstig lid 2, 1° en 2°, toegekend worden, het hoogst mogelijke aantal. ».

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk IV vervangen als volgt:

« Steun voor investering en steun voor verwerking en afzet voor de CVAV ».

**Art. 3.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

« Art. 12. § 1. Overeenkomstig artikel 41 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 zijn de subsidiabele investeringen voor een CVAV de volgende :

- 1° de aankoop van nieuw materiaal dat nodig is voor de verwerking en afzet van de producties van de partners van de CVAV;
- 2° de bouw, aankoop of renovatie van onroerende goederen op voorwaarde dat ze nuttig zijn voor de producties van de partners van de CVAV.

Wat betreft punt 2°, komt de aankoop van een gebouw tussen leden van eenzelfde partner niet in aanmerking in de zin van artikel 1, 13° en 14°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015.

§ 2. Overeenkomstig artikel 41 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 zijn de niet-subsidiabele investeringen voor een CVAV de volgende :

- 1° de aankoop van grond, eenjarige planten, dieren, alsook tweedehands materiaal;
- 2° het huren van grond, gebouwen en materieel;
- 3° de eenvoudige vervangingsverrichting;
- 4° de irrigatie, de waterwinningen en de drainering van landbouwgronden;
- 5° de belastingen;
- 6° de studiekosten, de erelonen van de architect, de notaris, de revisor, en de landmeter. ».

**Art. 4.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

« Art. 13. Overeenkomstig artikel 43, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 moet een investering tenminste 5000 euro bedragen om subsidiabel te worden. Het maximale subsidiabele bedrag van de investering bedraagt 350.000 euro.

Overeenkomstig artikel 43, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, worden de maximale subsidiabele kosten per soort investeringen in bijlage 3 vermeld.

Overeenkomstig artikel 43, § 3, verstrekt de aanvrager het betaalorgaan drie kostenramingen om maximale subsidiabele kosten te bepalen voor elke investering die niet in bijlage 3 is vermeld. Het betaalorgaan beoordeelt het redelijke karakter van de investeringskosten op basis van de drie ramingen.

Indien de aanvrager door het beperkte aantal leveranciers op de markt drie schattingen niet kan verstrekken, verzoekt het betaalorgaan een technische analyse via een instelling die agronomische studies, onderzoeken en experimenten uitvoert.

Wanneer de beoordeling van de maximale subsidiabele kosten van de investering de voortgang van het hele dossier vertraagt, bepaalt het betaalorgaan na de kennisgeving van de subsidiabiliteit van het dossier het bedrag van de steun voor die investering vast en maakt het bekend. ».

**Art. 5.** In artikel 15, § 3, lid 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in 2°, worden de woorden « , met uitsluiting van een Europees kwaliteitssysteem in het kader van de biologische landbouw, » ingevoegd tussen de woorden « een Europees kwaliteitssysteem » en de woorden « of een gewestelijk systeem van gedifferentieerde kwaliteit »;
- b) 3° wordt vervangen door :  
« 3° het bedrijf in aanmerking komt voor de steunmaatregel voor gebieden die aan een bijzondere of milieudruk onderhevig zijn »;
- c) 6° wordt aangevuld met de woorden « van minstens één are. ».

**Art. 6.** In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° de woorden “, voor dezelfde begunstigde, buiten de CVAV » worden ingevoegd tussen de woorden « niet-agrarische diversificatie » en « , op tweehonderd duizend »;
- 2° hetzelfde artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:  
« Overeenkomstig artikel 45 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, voor de programmeringsperiode 2014-2020 wordt de bovengrens voor de CVAV op een totale overheidssteun van vijfhonderd duizend euro vastgesteld.”.

**Art. 7.** In artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in het eerste lid, worden 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> vervangen door wat volgt:
  - « 1<sup>o</sup> 10 percent als het geheel van de natuurlijke personen niet ouder dan 40 jaar die tot de partner behoren in aanmerking komen voor de steun en minstens 25 percent van het bedrijf bezitten;
  - 2<sup>o</sup> 10 percent indien de investering in productieketens past die aan een Europees kwaliteitssysteem of een gewestelijk systeem van gedifferentieerde kwaliteit onderworpen zijn, met uitsluiting van een Europees kwaliteitssysteem in het kader van de biologische landbouw; »;
- b) in het eerste lid wordt 2<sup>o</sup>/1 ingevoegd, luidend als volgt:
  - « 2<sup>o</sup>/1 10 percent indien de investering in productieketens past die aan een Europees kwaliteitssysteem in het kader van de biologische landbouw onderworpen zijn en indien het bedrijf zich uitsluitend met de biologische productie bezighoudt; »;
- c) in het eerste lid wordt 6<sup>o</sup> als volgt vervangen :
  - « 6<sup>o</sup> 5 percent indien de aanvrager in aanmerking komt voor de steunmaatregel voor gebieden die aan een bijzondere of milieudruk onderhevig zijn »;
- d) tussen lid 1 en 2 worden twee leden luidend als volgt ingevoegd :
  - « Betreffende 2<sup>o</sup> past de investering in productieketens onderworpen aan een Europees kwaliteitssysteem of een gewestelijk systeem van gedifferentieerde kwaliteit indien die in bijlage 3 aangegeven wordt en de letter « Q » bevat in de kolom « Q buiten BIO ».

Betreffende 2<sup>o</sup>/1 past de investering in productieketens onderworpen aan een Europees kwaliteitssysteem in het kader van de biologische landbouw indien die in bijlage 3 aangegeven wordt en de letter « B » bevat in de kolom « BIO. ».

**Art. 8.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de woorden « , overeenkomstig artikel 44, § 2, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 » ingevoegd na de woorden « volgende verhogingen ».

**Art. 9.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de woorden « , overeenkomstig artikel 44, § 2, lid 2, en 46 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 » ingevoegd na de woorden « volgende verhogingen ».

**Art. 10.** In artikel 23, § 3, lid 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1<sup>o</sup> 2<sup>o</sup> wordt aangevuld met de woorden « , met uitsluiting van een Europees kwaliteitssysteem in het kader van de biologische landbouw »;
- 2<sup>o</sup> 3<sup>o</sup> wordt vervangen door :
  - « 3<sup>o</sup> het bedrijf in aanmerking komt voor de steunmaatregel voor gebieden die aan een bijzondere of milieudruk onderhevig zijn; ».

**Art. 11.** In artikel 24 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) de woorden « , overeenkomstig artikel 44, § 2, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 » ingevoegd na de woorden « volgende verhogingen »;
- b) 1<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt:
  - « 1<sup>o</sup> 10 percent indien het geheel van de natuurlijke personen niet ouder dan 40 jaar die tot de partner behoren en in aanmerking komen voor de steun, minstens 25 percent van het bedrijf bezitten; »;
- c) 2<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt:
  - « 10 percent indien de investering in productieketens past die aan een Europees kwaliteitssysteem of een gewestelijk systeem van gedifferentieerde kwaliteit onderworpen zijn, met uitsluiting van een Europees kwaliteitssysteem in het kader van de biologische landbouw; »;
- d) in het eerste lid wordt 2<sup>o</sup>/1 ingevoegd, luidend als volgt:
  - « 2<sup>o</sup>/1 10 percent indien de investering in productieketens past die aan een Europees kwaliteitssysteem in het kader van de biologische landbouw onderworpen zijn en indien het bedrijf zich uitsluitend met de biologische productie bezighoudt; »;
- e) 3<sup>o</sup> wordt vervangen door : « 3<sup>o</sup> 5 percent indien de aanvrager in aanmerking komt voor de steunmaatregel voor gebieden die aan een bijzondere of milieudruk onderhevig zijn; ».

**Art. 12.** Artikel 25 wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 25. De aanvullende steun voor investering in de verwerking en de commercialisering van landbouwproducten of in de ontwikkeling van landbouwproducten neemt de bepalingen in acht van de artikelen 3 tot 10, 12, 13 en 17 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (PB L.193, 1 juli 2014, blz.1). ».

**Art. 13.** In artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1<sup>o</sup> in paragraaf 1, lid 1, wordt 4<sup>o</sup> vervangen als volgt :
  - « 4<sup>o</sup> de algemene kosten vastgesteld volgens de bepalingen van artikel 45, § 2, c), van Verordening (EU) nr 1305/2013 gebonden aan de uitgaven bedoeld in 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, binnen de perken van 12 procent van de subsidiabele investeringskosten. »;
- 2<sup>o</sup> in paragraaf 2 wordt het eerste lid aangevuld met een punt 13<sup>o</sup>, luidend als volgt :
  - « 13<sup>o</sup> investeringen in irrigatie, waterwinningen en drainering van landbouwgronden. »;
- 3<sup>o</sup> in paragraaf 2, lid 2, worden de woorden « voor investering in de verwerking en de commercialisering van landbouwproducten of in de ontwikkeling van landbouwproducten zoals bedoeld in artikel 49 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 » ingevoegd tussen de woorden « bijkomende steun » en de woorden « toegekend aan eenzelfde begunstigde ».



**Art. 14.** In bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in hoofdstuk II « Selectiecriteria betreffende de investeringssteun », in tabel « 1° Punten toegekend aan de criteria i.v.m. het bedrijf », wordt de derde regel vervangen door :

Gedeeltelijk	4
--------------	---

2° in hoofdstuk II « Selectiecriteria betreffende de investeringssteun », in tabel « 1° Punten toegekend aan de criteria i.v.m. het bedrijf », wordt de achtste regel vervangen door :

Bedrijf dat in aanmerking komt voor de steunmaatregel voor gebieden die aan een bijzondere of milieudruk onderhevig zijn	Punten
--	--------

3° in hoofdstuk IV « Selectiecriteria betreffende de niet-agrarische diversificatie », wordt de derde regel van de tabel vervangen door :

Gedeeltelijk	4
--------------	---

4° in hoofdstuk IV « Selectiecriteria betreffende de niet-agrarische diversificatie », wordt de achtste regel van de tabel vervangen door :

Bedrijf dat in aanmerking komt voor de steunmaatregel voor gebieden die aan een bijzondere of milieudruk onderhevig zijn	Punten
--	--------

**Art. 15.** In hetzelfde besluit, in bijlage 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift van hoofdstuk IV wordt vervangen door :

« Verhoging voor de natuurlijke of rechtspersonen met uitsluiting van de CVGL en de CVAV bedoeld in artikel 24 »;

2° In hoofdstuk 1 « Verhoging voor de natuurlijke of rechtspersonen met uitsluiting van de CVGL en de CVAV bedoeld in artikel 18 », wordt de dertiende regel vervangen door :

Bedrijf dat in aanmerking komt voor de steunmaatregel voor gebieden die aan een bijzondere of milieudruk onderhevig zijn	Punten
--	--------

3° In hoofdstuk IV « Verhoging voor de natuurlijke of rechtspersonen met uitsluiting van de CVGL en de CVAV bedoeld in artikel 23 », wordt de zevende regel vervangen door :

Bedrijf dat in aanmerking komt voor de steunmaatregel voor gebieden die aan een bijzondere of milieudruk onderhevig zijn	Punten
--	--------

**Art. 16.** In hetzelfde besluit wordt bijlage 3 vervangen door de eerste bijlage die bij dit besluit gevoegd is.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 19 juli 2018.

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,  
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R COLLIN

#### Bijlage 1

Bijlage 3 bij het ministerieel besluit van 10 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector

Waarden, type, omschrijving, kwaliteit en maximale subsidiabele kosten van de investeringen

	Vervoer	Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Type	Omschrijving	Roerend goed — Onroerend goed	BIO	Q buiten BIO	Maximale subsidiabele kosten
1	X =	X =	X =	Drinkbak type waterschaal in niet prioritair gebied	Bak van minsten 1 m <sup>3</sup> waterbevoorrading inbegrepen (max 1 drinkbak per schijf van 3 hectaren)	M	X =	X =	
2	X =	X =	X =	Drinkbak type waterschaal in prioritair gebied	Bak van minsten 1 m <sup>3</sup> waterbevoorrading inbegrepen (max 1 drinkbak per schijf van 3 hectaren)	M	X =	X =	
3	X =	M	M	Toebehoren	Bijkomend werktuig voor de basismachine (telescopische heftruck, tractor, uitkuilmachine,...) banden, velgen en rupsbanden uitgesloten	M	X =	X =	12.000

	Vervoer	Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Type	Omschrijving	Roerend goed — Onroerend goed	BIO	Q buiten BIO	Maximale subsidiabele kosten
4	X =	M	F	Aankoop van gebouwen	Aankoop van de eigendom, de blote eigendom, het vruchtgebruik, de agrarische opleg van gebouwen	I	X =	X =	197.000
5	X =	F	X =	Verbetering van de omgeving	Binnenplaats, weg, subsidiaal landschap als de stedenbouwkundige vergunning iets oplegt	I	X =	X =	37.000
6	X =	H	X =	Grondverbetering	Oprichting met de toelating van de winning van waterputten onder de voorwaarde van de vestiging van een nieuw veegebouw en op voorwaarde dat er geen leiding van distributiewater beschikbaar is.	I	X =	X	19.000
7	X	H	H	Tuinbouwinrichtingen	Inrichting van gebouwen met uitrusting voor het wassen, de verpakking, de opslag vóór het in de handel brengen	I	B	Q	99.000
8	X	M	F	Inrichting van gebouwen	Inrichting, renovatie, modernisering van beroepsgebouwen	I	B	Q	58.000
9	X	X	X	Drinkbak type weidepomp in niet prioritair gebied	Weidepomp waterbevoorrading inbegrepen (max 1 drinkbak per schijf van hectare)	M	X	X	
10	X	X	X	Drinkbak type weidepomp in prioritair gebied	Weidepomp waterbevoorrading inbegrepen (max 1 drinkbak per schijf van hectare)	M	X	X	
11	X	M	M	Hooikeerder enkel/dubbel	Enkel, dubbel, frontaal, achterin, gedragen of gesleept	M	B	Q	15.000
12	X	H	M	Graanpletmachine	Voor de veevoeding	M	B	Q	5.500
13	X	X	H	Zelfrijdende aardappelrooier		M	X	X	350.000
14	X	M	H	Aardappelrooier		M	X	X	130.000
15	X	M	H	Bieten/cichoreirooier		M	X	X	52.000
16	X	F	H	Zelfrijdende bieten/cichoreirooier	Integraal inbegrepen	M	X	X	350.000
17	X	M	H	Oraapwagen		M	B	Q	60.000
18	X	M	M	Transportband	Voor de oogst of de opslag van goederen	M	X =	X =	38.000
19	X =	H	H	Bouwen van tuinbouwgebouwen	Gebouwen met uitrusting voor het wassen, de verpakking, de opslag vóór het in de handel brengen	I	B	Q	100.000
20	X =	M	F	Bouw van landbouwgebouwen (multifunctioneel)	Gebouw met minstens 2 doeleinden (vb : Opslagloods met veeteelt)	I	X =	X =	195.000
21	X =	F	F	Laadbak/Aanhangwagen	Standaard, hydraulisch, met één of meerdere rompen, met hefinrichting of zonder hefinrichting	M	X =	X =	34.000
22	X =	H	H	Verplaatsbare bascule		M	X =	X =	7.500

	Vervoer	Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Type	Omschrijving	Roerend goed — Onroerend goed	BIO	Q buiten BIO	Maximale subsidiabele kosten
23	T	F	M	Veewagen	Standaard of hydraulisch	M	X =	X =	15.000
24	X =	H	H	Wiedmachine/ Draaiende schoffelmachine/ Mechanische onkruidwieder		M	B	X =	24.000
25	X =	M	H	Borstel/Veegborstel	Om de omgeving of de weg te reinigen (zelfrijdend of manueel)	M	X =	X =	5.900
26	X =	H	H	Aanaardwerktuig	Wortel, aardappel, asperge	M	X =	X =	22.000
27	X =	X =	X =	Sorteermachine	Eieren, fruit en groenten aanvaardbaar als "Tuinbouwinstallaties" van lijn 7 of « bouwen van tuinbouwgebouwen » van lijn 19.	I	X =	X =	
28	X =	M	X =	Compacte lader/grupreiniger	Verschillend van schilshop, gearticuleerd met een toebehooren	M	X =	X	42.000
29	X	X	X	Frontale lader	Aanvaardbaar als "toebehoren" van lijn 3	M	X	X	
30	X	F	H	Zelfrijdende bieten/chicoreilader	Reinigingslader of plukdorser	M	X	X	350.000
31	X	F	M	Ploeg	schijven, scharen	M	X	X	30.000
32	X	F	X	Bouwen van stallen fokpaarden		I	X	X	100.000
33	X	H	H	Verschillende werktuigen - Zaaïmachine		M	X	X	38.000
34	X	H	H	Verschillende oogsten		M	X	X	94.000
35	X	X	X	Verpakkingsmateriaal	Aanvaardbaar als "Tuinbouwinstallaties" van lijn 7 of « bouwen van tuinbouwgebouwen » van lijn 19.	M	X	X	
36	X	F	M	Mestcontainer	Volume hoger dan in een mesttank, men kan verschillende mesttanks ter plaatse bevoorraden	M	X	X	35.000
37	X	H	F	Verplaatsbare box		M	X	X	16.000
38	X	H	X	Vaste box	Met of zonder regelingsstelsel	I	X	X	8.200
39	X	M	M	Oogstcontainer/ Pallox	Partij	M	B	Q	25.000
40	X	M	M	Bosmaaier	Met ketting, hamer of lemmer	M	X	X =	17.000
41	X =	M	H	Stoppelploeg	Getande, met schijven, shizzel (frontaal, achterin)	M	X =	X =	26.000
42	X =	H	H	Bodemverluchter	Getande	M	X =	X =	14.000
43	X =	H	F	Afwikkelmachine		M	X =	X =	9.700
44	X =	H	H	Foelie en dekzeil afroller	Voor de silo's, de hopen bieten en de bescherming van de gewassen	M	X =	X =	10.000

	Vervoer	Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Type	Omschrijving	Roerend goed — Onroerend goed	BIO	Q buiten BIO	Maximale subsidiabele kosten
45	X =	F	F	Schommelende chemische wiedzmachine	M	X =	X =	15.000	
46	X =	M	X =	Kuilvoersnijder	Verdelers, zelfrijdend,...	M	X =	X =	13.000
47	X =	X =	X =	Mechanische wiedzmachine	Aanvaardbaar als "Wiedzmachine/Draaiende schoffelmachine/Mechanische onkruidwieder" van lijn 24	M	X =	X =	
48	X =	H	H	Thermische wiedzmachine/loofklapper met gas		M	B	X =	20.000
49	T	M	H	Aardappelreiniger		M	X =	X =	51.000
50	X =	X	X	Niet-agrarische diversificatie/Dienstprestatie	Box voor paarden met dienstprestatie	I	X	X	
51	X	M	M	Machine om koeien-drek uit te spreiden		M	X	X	7.500
52	X	H	H	Topper		M	B	X	23.000
53	X	F	M	Ontbladeraar	Voor de bieten	M	X =	X =	34.000
54	X =	M	H	Verpakkingsmachine/Bindmachine		M	X =	X =	17.000
55	X =	H	X =	Hernieuwbare energie voor beroepsdoeleinden	Biometh 10, Biomethanisatie < 10kW, Fotovoltaïsch, Windenergie,... Voor eigen verbruik	I	X =	X =	100.000
56	X =	X =	X =	Hernieuwbare energie voor beroepsdoeleinden en overtoellig	De vestigingen met doorverkoop van de energie komen niet in aanmerking	I	X =	X =	
57	X =	F	H	Zelfrijdende ensileermachine		M	X =	X =	350.000
58	X =	F	F	Ensileermachine		M	X =	X =	55.000
59	X =	M	H	Materiaal onderhoud tuinbouwteelten	Snoeischaar, elevator, gondel,...	M	B	X =	10.000
60	X =	F	M	Mestspreider		M	B	Q	29.000
61	X =	F	F	Meststrooimachine		M	X =	X =	16.000
62	X =	F	M	Siloverspreider		M	X =	X =	15.000
63	X =	H	X =	Uitrusting koeienstal	Veeteelt, vetmesting, melk, gemengd	I	B	X =	75.000
64	X =	F	X =	Uitrusting stal fokpaarden		I	X =	X =	50.000
65	X =	M	X =	Uitrusting stal kleinvee	Alles behalve runderen, varkens, paarden en hun derivaten	I	B	Q	82.000
66	X =	M	X =	Uitrusting varkensstal	Veeteelt of vetmesting	I	B	Q	150.000
67	X	H	X	Uitrusting serres		I	B	X	175.000

	Vervoer	Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Type	Omschrijving	Roerend goed — Onroerend goed	BIO	Q buiten BIO	Maximale subsidiabele kosten
68	X	H	X	Bouw stallen voor runderen	Veeteelt, vetmesting, melk, gemengd	I	B	X	350.000
69	X	X	X	Etikettermachine	Aanvaardbaar als "Tuinbouw-inrichtingen" van lijn 7 of « bouwen van tuinbouwgebouwen » van lijn 19.	I	X	X	
70	X	M	M	Hooimachine/ Schudder		M	B	Q	13.000
71	X	M	M	Frontale/laterale maaimachine	Met messen, schijven of shiz-zel	M	X	X	13.000
72	X	M	H	Maaier-kneuzer	Met messen, schijven of shiz-zel	M	X	X	16.000
73	X	F	H	Zelfrijdende maaier-kneuzer	Met messen, schijven of shiz-zel	M	X	X	350.000
74	X	M	M	Weidebloter/ Grondbreker	Met messen, schijven of shiz-zel	M	B	X	10.000
75	X	X	X	Materieel voor ferti-gatie	Aanvaardbaar als "Tuinbouw-inrichtingen" van lijn 7 of « bouwen van tuinbouwgebouwen » van lijn 19.	I	X	X	
76	T	H	H	Bouw koelruimte	Koelkamer/opslaghal met aiconditioning	I	X	X	200.000
77	X =	H	H	Drooghal	Drooghal voor hooi, graange-wassen,...	I	B	Q	260.000
78	X =	F	X =	Toerisme op de hoeve		I	X =	X =	200.000
79	X =	H	H	GPS/ Geleidingssysteem/ Precisielandbouw		M	B	X =	24.000
80	X =	X =	X =	Kraan	Laden bieten, mest,...	M	X =	X =	
81	X =	F	F	Opslagloods en ber-plaats materieel		I	X =	X =	161.000
82	X =	H	H	Onkruiddeg		M	B	X =	11.000
83	X =	M	H	Roterende eg	Frees inbegrepen	M	X =	X =	17.000
84	X =	M	H	Eg	Vibrocultivator, met kam, niet-bewegende eg (gedragen of frontaal)	M	X =	X =	12.000
85	X =	X =	X =	Eerste vestiging : aankoop van vee(opvulling)	Aankoop van vee op factuur tijdens de 12 eerste maanden		X =	X =	
86	X =	X =	X	Eerste vestiging : aankoop van materieel(opvulling)	Aankoop van nieuw materieel op factuur tijdens de 12 eerste maanden		X	X	
87	X	F	F	Onroerend goed		I	X	X	350.000
88	X	M	M	Electronisch/ informatica materieel voor beroeps-doeleinden	Camera, DAC,...	M	X	X	8.500
89	X	X	X	Tweede fase vesti-ging			X	X	

	Vervoer	Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Type	Omschrijving	Roerend goed — Onroerend goed	BIO	Q buiten BIO	Maximale subsidiabele kosten
90	X	X	X	Eerste vestiging (overname)			X	X	
91	X	X	X	Integraal bieten/cichorei	Aanvaardbaar als "Zelfrijdende bieten/cichoreirooier" van lijn 16.	M	X	X	
92	X	X	X	Irrigatiemateriaal		I	X	X	
93	X	F	M	Vorkhefwagen/Klark		M	X =	X =	33.000
94	X =	M	X =	Functionele melkstal, melkinstallatie en koeler	Carrousel, melkrobot, melktank/koeler	I	X =	X =	200.000
95	X =	X =	X =	Wasmachine	Aanvaardbaar als "Tuinbouw-inrichtingen" van lijn 7 of « bouwen van tuinbouwgebouwen » van lijn 19.	I	X =	X =	
96	X =	X =	X =	In overeenstemming brengen van de opslagaccommodatie		I	X =	X =	
97	X =	M	X =	Mengmachine		M	X =	X =	35.000
98	X =	M	F	Zelfrijdende mengmachine		M	X =	X =	140.000
99	X =	F	F	Verplaatsbare mestmixer		M	X =	X =	7.900
100	X =	F	F	Roerend goed		M	X =	X =	20.000
101	X =	F	H	Maaidorser		M	X	X	230.000
102	X	X	X	Gondel	Aanvaardbaar als "Materiaal onderhoud tuinbouwteelten" van lijn 59	M	X	X	
103	X	H	X	Kalveren hokken	Aankoop van een partij	I	B	Q	25.000
104	X	X	X	Werktuigen	Materiaal voor de werkplaats, hoge drukreiniger, generator, lasapparaat, compressor...	M	X	X	
105	X	M	X	Stroverspreider		M	X	X	17.000
106	X	M	X	Stroverspreider		M	X	X	25.000
107	X	X	X	Palletstapelaar	Aanvaardbaar als "Tuinbouw-inrichtingen" van lijn 7 of « bouwen van tuinbouwgebouwen » van lijn 19.	I	X	X	
108	X	M	X	Pedagogische of sociale hoeve		I	X	X =	150.000
109	X =	X =	X =	Graafmachine/Bulldozer		M	X =	X =	
110	X =	X =	X =	Weegbak	Aanvaardbaar als "Tuinbouw-inrichtingen" van lijn 7 of « bouwen van tuinbouwgebouwen » van lijn 19.	I	X =	X =	
111	X =	H	X =	Bouw stal kleinvee	Gevogelte, ...Alles behalve runderen, varkens, paarden en hun derivaten	I	B	Q	320.000
112	X =	M	X =	Bepplantingen	Behalve eenjarige planten	I	B	Q	200.000
113	X =	M	H	Plantmachine		M	X =	X =	38.000
114	X =	M	H	Aardappelpoter		M	X =	X	38.000
115	X	H	H	Velgen en banden lage druk	Banden zonder velgen komen niet in aanmerking - prijs per wiel	M	X	X	3.500
116	X	X	X	Dubbele velgen en bandenmontage		M	X	X	
117	X	F	M	Weegbrug		I	X	X	30.000

	Vervoer	Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Type	Omschrijving	Roerend goed — Onroerend goed	BIO	Q buiten BIO	Maximale subsidiabele kosten
127	X	M	X	Bouw varkensstal	Veeteelt of vetmesting	I	B	Q	322.000
118	X	M	H	Balenpers	Rond, vierkantig, kleine balen, met of zonder messen, met of zonder draad	M	X	X	40.000
119	X	X	X	Verwerking of afzet van zuivelproducten	Melkcrisis		X	X	
120	X	H	X	Beschermingssysteem tegen vorst en slecht weer	Anti-hagelnet	M	X	X	40.000
121	X	M	H	Zelfrijdende spuitmachine		M	X	X	262.000
122	X	M	H	Spuitmachine		M	X =	X =	90.000
123	X =	M	H	Materieel voor tuinbouwogst		M	B	X =	69.000
124	X =	F	M	Platte aanhangwagens		M	X =	X =	18.000
125	X =	M	H	Materieel voor uitplanting in de tuinbouw		M	B	X =	12.500
126	X =	X =	X =	Latere overname van het bedrijf	Overname onder overeenkomst van een buitenbedrijf		X =	X =	
127	X =	F	H	Zwadkeerder	voor compostering	M	B	X =	90.000
128	X =	H	X =	Robot om de stal te reinigen		M	X =	X =	14.000
129	X =	X =	X =	Rotovator/Frees	Aanvaardbaar als "Roterende eg" van lijn 83.	M	X =	X =	
130	X =	F	M	Rol/Vorenpakker		M	X =	X =	12.000
131	X =	M	H	Rijenzaaimachine/multigranen	Met graangewassen...	M	X =	X =	19.000
132	X =	M	H	Precisiezaaimachine/één graan	Maïs, bieten, cichorei,...	M	X =	X =	24.000
133	X =	H	H	Zaaimachine zonder te ploegen		M	X =	X =	38.000
134	X =	H	X =	Verplaatsbare serre	Tunnel	I	B	X =	30.000
135	X	H	X	Bouw van serre		I	X	X	350.000
136	X	X	X	Openbare dienstprestatie	Zout, sneeuwopruiming, onderhoud van de openbare hagen	M	X	X	
137	X	M	X	Verplaatsbare silo		I	X	X	54.000
138	X	H	X	Torensilo/vultrechter		I	X	X	12.000
139	X	X	X	Woeler	Aanvaardbaar als "Bodemverluchter" van lijn 42.	M	X =	X =	
140	X =	X =	X =	Opslag van mest		I	X =	X =	
141	X =	X =	X =	Opvolging van de uitvoering van het plan			X =	X =	
142	X =	H	H	Automatisch systeem voor het regelen van de druk in de banden		M	X =	X =	5.500
143	X =	X =	X =	Vorenpakker	Aanvaardbaar als "Rol/Vorenpakker" van lijn 130.	M	X =	X =	
144	X	M	X	Melktaxi		M	X	X	5.500
145	X	M	M	Telescopische heftruck	Zelfrijdende heftruck met een telescopische arm die al dan niet beweegt	M	X	X	80.000

	Vervoer	Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Type	Omschrijving	Roerend goed — Onroerend goed	BIO	Q buiten BIO	Maximale subsidiabele kosten
146	X	X	X	Aankoop van grond	Aankoop van grond op akte	I	X	X	
147	X	M	H	Mengmesttank met chassis/oprit/injector		M	X	Q	59.000
148	X	F	F	Watervat		M	X	X	6.700
149	X	F	X	Mengmesttank met pallet/schommelend		M	X	X =	50.000
150	X =	F	F	Tractor		M	X =	X =	90.000
151	X =	X =	X =	Verplaatsbare melkmachine	Aanvaardbaar als "Functionele melkstal, melkinstallatie en koeler" van lijn 94.	M	X =	X =	
152	X =	X =	H	Vervoer	Vervoer grondstof en eindproduct (vrachtwagen,...)	M	X =	X =	100.000
153	X =	H	X =	Verwerking richtsnoer 3: agrarische diversificatie	Bouw en inrichting van een gebouw met: Boter, yoghurt,...	I	X =	X =	168.000
154	X =	H	X =	Verwerking richtsnoer 3: niet-agrarische diversificatie	Bouw en inrichting van een gebouw met: bakkerij, ijs, koekjes en deegwaren	I	X =	X	21.000
155	X	X	X	Sorteermachine	Aanvaardbaar als "Tuinbouw-inrichtingen" van lijn 7 of « bouwen van tuinbouwgebouwen » van lijn 19.	I	X	X	
156	X	M	X	Bedrijfsvoertuigen	Voertuig voor de rechtstreekse verkoop (koelbestelwagen,...) - behalve 4x4 en quad	M	X	X	42.000
157	X	H	X	Rechtstreekse verkoop agrarische diversificatie	Boter, yoghurt,...	I	X	X	54.000
158	X	H	X	Rechtstreekse verkoop niet-agrarische diversificatie	Restaurantbedrijf, bakkerij, ijs, koekjes en deegwaren	I	X	X	18.000
159	X	X	X =	Vibrocultivator/Cultivator	Aanvaardbaar als "Stoppelploeg" van lijn 41.	M	X =	X =	
160	X =	H	X =	mobiele pluimveestal		I	B	Q	30.000
161	X =	H	H	Niet-productieve investeringsgebonden		I	X =	X =	50.000

## Verklaring:

X : Daartoe niet-subsidiabele investering

F : laag

M : gemiddeld

H : hoog

T : vervoer

B : BIO verhoging toekenbaar voor een bedrijf dat uitsluitend BIO produceert

Q : Verhoging toekenbaar voor gedifferentieerde kwaliteit

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 19 juli 2018 tot wijziging van het ministerieel besluit van 10 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector.

Namen, 19 juli 2018.

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN